



IdeAs
Idées d'Amérique

9 | Printemps / Été 2017
**Poètes et éditeurs : diffuser la poésie d'avant-garde
américaine (depuis 1945)**

L'opposition à l'entrée en guerre

Claire Delahaye



Éditeur
Institut des Amériques

Édition électronique

URL : <http://ideas.revues.org/1859>

DOI : [10.4000/ideas.1859](https://doi.org/10.4000/ideas.1859)

ISSN : 1950-5701

Référence électronique

Claire Delahaye, « L'opposition à l'entrée en guerre », *IdeAs* [En ligne], 9 | Printemps / Été 2017, mis en ligne le 12 juillet 2017, consulté le 18 juillet 2017. URL : <http://ideas.revues.org/1859> ; DOI : [10.4000/ideas.1859](https://doi.org/10.4000/ideas.1859)

Ce document a été généré automatiquement le 18 juillet 2017.



IdeAs – Idées d'Amérique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

L'opposition à l'entrée en guerre

Claire Delahaye

Introduction

- 1 Le 2 avril 1917 au soir, le président Woodrow Wilson vint demander au Congrès fédéral de soutenir l'entrée en guerre des États-Unis. Cet après-midi-là, Jeannette Rankin, la première femme élue à la Chambre des représentants, avait été investie. Pacifiste convaincue, Jeannette Rankin vota contre l'entrée en guerre et elle fut attaquée de toute part pour son manque de patriotisme et de soutien au président, y compris par les suffragistes qui lui reprochaient de donner raison aux détracteurs du droit de vote pour les femmes. Appartenant à la frange progressiste du Parti républicain, Rankin estimait que le conflit s'opposait nécessairement à tout idéal politique et social, tandis que d'autres réformateurs envisagèrent au contraire l'entrée des États-Unis dans le conflit comme une obligation patriotique et une occasion inespérée de participer à divers programmes de planification gouvernementale susceptibles de faire triompher leurs idées. Le mouvement pacifiste et progressiste fut ainsi divisé par l'entrée en guerre des États-Unis : en effet, des activistes soutinrent les alliés car l'Allemagne était selon eux un obstacle à la paix dans le monde, tandis que d'autres s'opposaient à toute intervention militaire. Pour beaucoup, un choix s'imposait : fallait-il continuer à se battre pour le droit de vote des femmes, les droits économiques ou sociaux, ou bien rejoindre l'effort de guerre en espérant peut-être y voir leurs espoirs concrétisés ? L'orientation idéologique définie par Wilson, permettant de donner au conflit une dimension éthique et une visée démocratique, participa d'une tentative de rallier les progressistes à la guerre, même si bon nombre d'entre eux n'y virent qu'une grossière manipulation. Ainsi, l'entrée en guerre révéla des fractures politiques, idéologiques et sociales aux États-Unis en 1917 : l'influence importante des mouvements radicaux, durement réprimés, le nativisme rampant, le militarisme patriotique, la peur d'une révolution... La violente répression des opposants au conflit, les nombreuses exactions commises par les citoyens symbolisèrent les tensions à l'œuvre dans un pays où la participation à la Grande Guerre n'allait pas de soi.

L'opposition au Congrès

- Lorsque Wilson vint s'exprimer devant le Congrès le soir du 2 avril, les réactions enthousiastes des élus et leurs applaudissements qui ponctuèrent maintes fois son discours suggérèrent un soutien infaillible. Pourtant, l'opposition à la guerre était indéniable et certains exprimèrent ouvertement leur hostilité lors des débats précédant le vote les 4 et 5 avril. Le 4 avril, Robert La Follette, le sénateur progressiste du Wisconsin, prit la parole pendant quatre heures et procéda à une déconstruction méthodique du message de l'exécutif. Il en souligna les exagérations ou approximations : selon La Follette, l'argument de Woodrow Wilson faisant de l'offensive sous-marine allemande une guerre contre l'humanité était tout bonnement grotesque, tout comme l'avait été la prétendue neutralité des États-Unis. En outre, il n'était pas certain que la guerre puisse faire progresser la démocratie et dire que le conflit ne visait point la population allemande était totalement faux, car la population souffre toujours en temps de guerre. Mais le point le plus fort de son intervention concerna assurément le soutien de la population américaine à la guerre. La Follette lut plusieurs télégrammes parmi les 15 000 qu'il avait reçus protestant contre la guerre et cita de nombreuses missives envoyées à ses collègues. Le lendemain, au cours des débats à la Chambre des représentants, plusieurs élus assurèrent également que l'opinion publique américaine était contre la guerre, en avançant des chiffres entre 60 et 98% d'opposition. D'autres arguments furent mis en avant afin d'expliquer le refus de soutenir la guerre : des représentants fustigèrent une ingérence dans les affaires européennes, tel le démocrate Dorsey Shackelford du Missouri, ou le républicain du Nebraska Charles F. Reavis qui prônait l'isolationnisme. Certains dénoncèrent une guerre menée au nom des intérêts commerciaux des États-Unis et de Wall Street, tel le sénateur George William Norris du Nebraska qui évoqua les gigantesques profits des fabricants d'armes et des courtiers. D'autres attaquèrent la dimension idéologique du message présidentiel, soulignant que les États-Unis ne pouvaient aucunement prétendre lutter en faveur de la démocratie aux côtés de monarchies ou régimes autocratiques comme l'Italie, l'Angleterre ou le Japon. D'ailleurs, comme le souligna le représentant William J. Cary, les Alliés se battaient pour des velléités territoriales et non point pour défendre la liberté : la France voulait récupérer l'Alsace et la Lorraine, la Russie cherchait à asseoir son autorité à Constantinople et dans les Balkans, tandis que la Grande-Bretagne souhaitait contrôler les mers. Enfin, plusieurs soulignèrent les contradictions de la position américaine : était-il souhaitable d'imposer la démocratie à la force des baïonnettes, interrogea le représentant républicain du Minnesota Ernest Lunden ? Pourquoi les États-Unis respectaient-ils la zone de guerre définie par les Britanniques, tandis qu'ils remettaient en cause la légalité de celle définie par les Allemands, demandait le représentant de Caroline du Nord Claude Kitchin ? Ainsi, 6 sénateurs et 50 représentants exprimèrent leur opposition en votant contre l'entrée en guerre des États-Unis. Issue de la frange progressiste du Parti républicain ou démocrate, du Parti socialiste, venant principalement de l'Ouest ou du Midwest, la composition ethnique de leur circonscription, incluant de nombreux habitants d'origine allemande, n'est pas à négliger. Mais leurs prises de position reflétaient selon eux la volonté du peuple, tout en exprimant les arguments des opposants à la guerre. Ils manifestaient également leur méfiance à l'encontre de la politique du président, comme le souligna La

Follette, qui s'étonnait de la récente doctrine promulguée par une partie de la presse belliqueuse, appelant à un soutien et une confiance aveugles envers l'exécutif.

Une résistance individuelle et collective

- 3 Si de nombreuses organisations exprimèrent leur soutien à Woodrow Wilson, si la presse se montra dans l'ensemble enthousiaste, d'autres groupes manifestèrent clairement leur opposition. Il existait bel et bien une véritable résistance à l'entrée en guerre des États-Unis, qu'elle fût individuelle ou collective, au sein des structures de pouvoir ou en dehors. Le Parti socialiste fut sans doute l'une des organisations les plus visiblement hostiles à la guerre. Dans une résolution adoptée lors de sa Convention nationale réunie en urgence à Saint Louis du 7 au 14 avril, le Parti socialiste affirma son « opposition immuable » à la guerre déclarée par le gouvernement américain, tout en exprimant son allégeance à l'internationalisme et à la solidarité ouvrière. Cette opposition serait « continue, active et publique », grâce à des manifestations et des pétitions. Le Parti rejetait également toute loi autorisant la conscription et la vente de bons de guerre. Plus généralement, il s'engageait à protester vigoureusement contre toute tentative de répression des droits civiques fondamentaux, tels que la liberté d'expression ou le droit de grève. Le succès que rencontra le Parti socialiste aux élections locales en 1917 fut interprété par plusieurs historiens comme le signe d'un soutien populaire à sa position contre la guerre (Goldstein R., 2001 :106). La résistance s'organisa également grâce à la création fin mai du Conseil populaire américain pour la démocratie et la paix. Réunissant socialistes, pacifistes et syndicalistes, le Conseil mentionnait explicitement dans son programme les principes définis par la « Nouvelle Russie », à savoir le refus d'annexion par la force, le rejet d'indemnités punitives et le droit à l'autodétermination. Il appelait également à une organisation internationale afin de préserver la paix. Le comité d'organisation incluait Eugene V. Debs, Mary Ware Dennett, Crystal et Max Eastman ou Fola La Follette. Des sections locales furent créées dans tout le pays. Les *Wobblies* ou militants des Travailleurs industriels du monde étaient très actifs et mobilisés contre la guerre, même si l'organisation n'avait pas de position officielle sur le sujet. De nombreuses actions coordonnées par des membres eurent lieu sur tout le territoire, comme à Rockford, dans le nord de l'Illinois, où, le 5 juin 1917, plusieurs centaines de personnes menées par un dirigeant local manifestèrent leur opposition à la guerre et à la conscription. L'hostilité à la conscription, loi signée par Wilson le 18 mai, était très répandue et plus de 30 000 personnes furent officiellement signalées comme cherchant à y échapper. Des objecteurs de conscience quittèrent le territoire pour se réfugier au Brésil ou à Cuba par exemple, d'où ils ne pouvaient être extradés. Même si plusieurs leaders afro-américains tels W. E. B. Du Bois encourageaient la participation à l'effort de guerre dans l'espoir de voir les discriminations disparaître, les Noirs américains étaient nombreux à voir le conflit comme une nouvelle guerre menée par et pour l'homme blanc. Le souvenir de la guerre de Sécession ne les rendait pas dupes d'un discours vantant l'intervention armée comme une croisade au nom de la liberté ou des droits civiques. Les violences raciales au cours de l'été 1917, symbolisées par les émeutes à East Saint Louis en juillet où femmes, hommes et enfants furent assassinés sauvagement, ne purent que leur donner raison. Le mensuel afro-américain *The Messenger*, publié à partir de novembre 1917 par Chandler Owen et A. Philip Randolph, critiquait la politique du président Wilson, ségrégationniste, qui se préoccupait peu de la violence envers les Noirs américains tout en se présentant comme

l'apôtre de la démocratie à travers le monde. Des communautés religieuses, comme les quakers, les amish ou les mennonites, étaient pacifistes. Des intellectuels, des réformateurs, de simples citoyens prirent également position contre la guerre. L'analyse de l'opposition à la guerre en 1917 met à jour la puissance d'un réseau intellectuel et militant, ainsi que la force de convictions individuelles ou collectives, qu'elles fussent politiques, idéologiques ou religieuses.

Une brutale répression publique et privée

- 4 Afin de juguler cette opposition manifeste, répression et censure devinrent partie intégrante des pratiques politiques d'une Administration qui prônait pourtant l'émancipation universelle des peuples. Wilson usa de l'arsenal législatif avec le soutien du Congrès et du rôle grandissant de l'appareil d'État, grâce au Comité d'information public (créé le 13 avril) et en s'appuyant sur la Ligue de protection américaine (une initiative privée), pour s'assurer de la loyauté des citoyens et étouffer toute dissension. Dès le 6 avril, Wilson signa une proclamation afin de contrôler les étrangers et à l'automne 1917, une série de mesures s'attaqua spécifiquement aux Allemands présents sur le territoire, restreignant leur liberté de mouvement. L'adoption de la loi contre l'espionnage le 15 juin 1917 prévoyait une amende pouvant aller jusqu'à 10 000 dollars ainsi qu'une peine de 20 ans de prison pour insubordination ou mutinerie. La loi du 16 mai 1918 contre la sédition punissait toute critique de la guerre ou du gouvernement américain. Plus de 6 000 personnes furent arrêtées, emprisonnées, jugées, parfois déportées. Au nom de la sécurité de l'État, les droits fondamentaux de ces opposants au militarisme furent bafoués et le gouvernement fédéral mena une offensive sans relâche contre les syndicalistes, au mépris du droit de grève. Jeannette Rankin essaya d'intercéder en faveur des mineurs pendant la grève à Butte dans le Montana pendant l'été 1917, au cours de laquelle le syndicaliste Frank Little fut assassiné le 1^{er} août. La garde nationale fut envoyée pour rétablir l'ordre.
- 5 La violence de l'État sanctionna implicitement les comportements brutaux de simples citoyens : cette période laisse entrevoir une Amérique en proie à une explosion d'actes féroces, spontanés ou bien légitimés par les organisations locales mises en place par le pouvoir fédéral. De nombreux hommes blancs rejoignirent les branches locales de la Ligue de protection américaine, de La ligue de sécurité nationale ou bien les commissions chargées de vendre des bons de guerre, qui leur conférèrent le pouvoir de contrôler les populations locales. Dans le pays, de nombreux exemples témoignent de la suspicion et de la violence collective à l'égard de la population d'origine germanique, de l'interdiction de l'apprentissage de l'allemand dans les écoles jusqu'au meurtre : à Collinsville dans l'Illinois, Robert Paul Praeger, un mineur d'origine allemande, fut assassiné par une horde qui le captura, le tortura et le lyncha du fait de son patronyme.

La fin des coalitions progressistes

- 6 Comme l'a montré Michael Kazin dans son récent ouvrage, le mouvement contre la guerre était très puissant, populaire, et il regroupait des personnes aux convictions politiques différentes, surtout avant 1917 (Kazin M., 2017). Mais l'entrée en guerre des États-Unis dévoila les tensions contradictoires à l'œuvre pendant la période progressiste,

et ce depuis les années 1890 : un désir de changements motivé à la fois par des aspirations radicales et conservatrices, qui se concrétisa par des réformes avant de devenir répression face à la menace de potentielles révolutions, notamment après les événements en Russie. Les désaccords au sein de nombreuses organisations — pacifistes, suffragistes, partis politiques — montrèrent la fragilité de certaines alliances progressistes et les divergences profondes qui pouvaient exister : si le choix de soutenir l'effort de guerre paraissait comme totalement irréconciliable avec un quelconque idéal de progrès pour certains, d'autres ne virent là aucune compromission. L'opposition à la guerre servit de prétexte à une violence d'État prête à museler toute tentation radicale et elle permit un rapprochement entre des forces nativistes et conservatrices latentes depuis la fin du XIX^e siècle, qui trouva son apogée dans la criminalisation des communistes ou anarchistes après 1918. Comme le confia Jeanette Rankin, son entrée au Congrès, censée incarner l'avènement du progressisme, que l'élection d'une femme symbolisait, ne vint par l'entrée en guerre des États-Unis que sonner le glas de ses aspirations idéalistes.

BIBLIOGRAPHIE

Références

Goldstein, Robert Justin, *Political Repression in Modern America : From 1870 to 1976* (1978), Urbana and Chicago, University of Illinois Press, 2001.

Kazin, Michael, *War against War : The American Fight for Peace, 1914-1918*, New York, Simon & Schuster, 2017.

AUTEUR

CLAIRE DELAHAYE

Claire Delahaye est maître de conférences à l'Université Paris Est Marne-la-Vallée. Après avoir rédigé une thèse sur Woodrow Wilson et le droit de vote des femmes aux États-Unis, elle travaille actuellement sur les questions de mémoire et l'écriture de l'histoire du mouvement suffragiste.